

Projet d'avis de la Région Nouvelle-Aquitaine

-

Consultation publique n°2021-09 du 14 octobre 2021 relative à la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité

(Sous réserve de la délibération des élus régionaux)

Historiquement, le Gestionnaire d'infrastructures déclarait à RTE les données d'énergies soutirées et injectées pour chaque Etablissement Ferroviaire (EF) circulant sur les infrastructures sur une base estimative moyennée par activité d'exploitation (TER).

La réglementation impose dorénavant de permettre l'accès au marché de l'énergie pour chaque consommateur final.

RTE (gestionnaire de réseau public de transport d'électricité) propose d'assurer le comptage des consommations électriques permettant d'accéder directement au marché de l'énergie, outre un pilotage fin des consommations. Pour ce faire, il doit recueillir la validation de la CRE (Commission de Régulation de l'Energie).

RTE et SNCF Réseau ont donc dû revoir le fonctionnement afin notamment de pouvoir facturer au réel des consommations, en lien avec le déploiement des compteurs sur les Matériels Roulants.

RTE devient donc responsable de la télé relève des compteurs embarqués et du traitement des données comptables.

En 2022 avec la mise en service de DECOFER les charges afférentes à la gestion du comptage ferroviaire seront réparties entre RTE et SNCF Réseau **pour un coût global équivalent** à celui correspondant à la gestion réalisée par SNCF Réseau seul avec son outil SOCLE. Donc **pas de réduction mais pas non plus d'augmentation** du tarif des prestations relatives au comptage de l'énergie. Les activités seront réparties telles que RTE assurera la télérelève des compteurs et le décompte ferroviaire et SNCF Réseau aura la charge des estimations des engins non équipés de compteurs et du rapprochement des circulations et des consommations. Pour un parc équipé de compteurs l'EF ou l'AO aura à payer à RTE une redevance au nombre de compteurs et à SNCF Réseau une quote part des charges de comptage tarifée aux Trains kilomètres électriques parcourus (TKE) par la **RCTE composante B**.

Je précise que la RFE est la redevance de fourniture d'électricité qui est facturée en fonction de l'électricité consommée si SNCF Réseau est choisi comme fournisseur par l'EF.

L'augmentation des tarifs d'électricité constatée ces dernières semaines sur les marchés aura une répercussion en 2022 sur le coût de la **redevance RCTE composante A** correspondant à la refacturation des pertes électriques sur le réseau ferré. Le montant de cette redevance n'est pas encore déterminé, il le sera en décembre 2021.

Pour un EF ayant fait le choix d'un autre fournisseur que le GI (option 1 – A), les impacts financiers sont les suivants :

- Frais annuels : 389€ / compteur embarqué relevé
- Frais annuels de gestion : 360 €/GI ou 2 130 €/GI dans le cas où le GI déclare l'énergie totale de l'EF et que cette déclaration est manuelle
- Frais ponctuels de modification/reconfiguration 2 560 € (en cas de changement de responsable d'équilibre d'un service existant)

Les tarifs de l'électricité ne sont pas impactés par ce transfert télé relève et décompte de SNCF Réseau à RTE.

Points faibles :

La Région Nouvelle-Aquitaine dispose de 128 rames équipées d'une traction électrique caténaire qui vont être progressivement équipées entre 2022 et 2025 de compteurs énergies. Ainsi, l'impact financier par an serait :

- à RTE de $128 \times 389\text{€} = 49\,792\text{ k€}$ plus 2 130 € par an
- à SNCF Réseau une quote part des charges de comptage tarifée aux Trains kilomètres électriques parcourus (TkE) par la RCTE composante B

La consultation ne précise pas les modalités pratiques pour une AO de disposer des informations (consommation...). Seules les EF semblent concernés. De plus, la facturation au réel nécessite des investissements dans des compteurs embarqués avec un financement sur fonds propres dans l'immédiat mais fera l'objet d'une refacturation à la Région au moment du transfert de propriété dans le cadre du règlement du Solde Net Comptable. Une provision sera exigée pour la suite du déploiement en situation de reprise de propriété.

Points forts :

Seul point fort, la consommation au réel là où nous avons une facturation selon une estimation.

Aussi, à la question de la consultation « êtes-vous favorable à la création, au contenu et au tarif de la prestation annexe « décompte ferroviaire », sous réserve de la délibération des élus régionaux, la Région émet un avis réservé car elle aurait souhaité avoir été associée aux groupes de travail de consultation afin d'être mieux informé de l'ensemble de la démarche.